

## Antimythe-15 : La France est en retard dans la transition énergétique

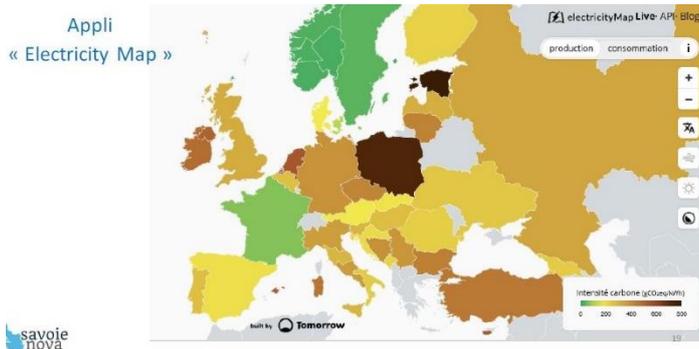


Fig. 1 : Émissions CO2 en temps réel en Europe

En retard par rapport à qui ? Pour atteindre quel objectif ? Ce slogan d'autoflagellation ne correspond heureusement pas à la réalité, mais encore faut-il définir l'objectif, les étapes pour l'atteindre, les critères de priorité, et les indices de suivi pour corriger le cap si besoin.

**L'état des lieux :** Quand on regarde la carte de l'intensité carbone de la production d'électricité en Europe sur l'appli « *electricityMap* », on voit la France en vert, au même titre que la Suède, grâce au mix décarboné hydraulique-nucléaire.

Le Danemark a remplacé le charbon (90% de la production électrique en 1990) par de l'éolien et de la biomasse-déchets. Sinon, les pays nucléarisés se placent mieux que ceux qui ne le sont pas – ou peu, comme l'Allemagne.

Signalons que le nucléaire en France n'émet que 6 g eq.CO2/kWh, alors que la moyenne européenne pour la production d'électricité est de 335 g / kWh.

Mais, comme rappelé dans l'Antimythe N°14, l'électricité ne représente pas toute la forme d'énergie mise en œuvre dans un pays, et une grande fraction des sources est d'origine fossile : charbon, pétrole et gaz.

Il est intéressant de comparer les émissions de CO2 par personne par rapport à la richesse évaluée par le PIB (Fig. 2) : la France est peu émettrice parmi les pays à plus de 30.000 \$/an/hab. de taille similaire.

Pour autant, quand on compare la France et la Suisse, on voit que **sobriété carbone** ne signifie pas pauvreté.

Un autre point à considérer, c'est la notion d'empreinte carbone, qui inclut l'impact des importations.

La Fig. 3 montre que si les émissions intérieures françaises ont baissé en 10 ans de 21 %, elles sont compensées par le doublement des émissions liées aux produits importés. La crise de covid-19 apporte la démonstration que cette décroissance de la production industrielle est néfaste, tant au plan de la souveraineté nationale qu'au plan de la lutte mondiale contre le réchauffement climatique.

**Une politique efficace de décroissance des rejets de carbone de la France** consisterait donc à électrifier autant que faire se peut les procédés industriels, de façon hiérarchisée en prenant comme critère le coût du CO2 évité, pour optimiser les dépenses nationales.

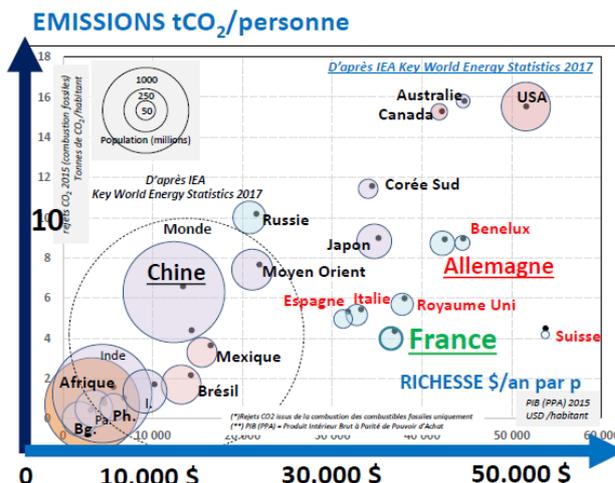


Fig. 2 (Source: IEA Key World Energy Statistics 2017)

### ÉVOLUTION DE L'EMPREINTE CARBONE



Fig. 3 (Sources : SDES, d'après EDGAR, 2018 ; Banque mondiale, 2019)